



PREFET DES PYRENEES-ORIENTALES

Direction des Collectivités  
Locales

Bureau Urbanisme, Foncier, Installations  
classées  
dossier suivi par : Martine Flamand  
04-68-51-68-62  
[martine.flamand@pyrenees-orientales.gouv.fr](mailto:martine.flamand@pyrenees-orientales.gouv.fr)

Perpignan, le 14 avril 2017

## **ARRETE PREFECTORAL N° PREF/DCL/BUFIC/2017104-0001**

**Mettant en demeure la société SAS SUEZ RV Méditerranée de se conformer à la réglementation en vigueur applicable à son installation de centre de recyclage de déchets industriels situé sur le territoire de la commune de Perpignan et de remettre en état les terrains limitrophes de l'installation**

**Le Préfet Des Pyrénées Orientales  
Chevalier de la légion d'honneur**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 541-3 ;

**VU** la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015065-0026 du 6 mars 2015 autorisant la société SITA SUD à exploiter un centre de recyclage de déchets industriels sur le territoire de la commune de Perpignan ;

**VU** la preuve de dépôt n°20160118 du 28 septembre 2016 de déclaration de changement d'exploitant d'une ICPE au profit de la SAS SUEZ RV Méditerranée ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 31/03/2016 concernant la visite d'inspection du 30/03/2016 du centre de regroupement de déchets de papiers, cartons, plastiques, ferrailles et bio-déchets ;

**VU** courrier de la SAS SUEZ RV Méditerranée du 25/05/2016 en réponse aux constats réalisés lors de l'inspection du 30/03/2016 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 09/03/2017 faisant constat de pollution de déchets plastiques aux abords du centre de recyclage de déchets industriels exploité par la SAS SUEZ RV Méditerranée à Perpignan.

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 31/03/2016, 6 constats d'écarts et notamment le stockage de déchets en dehors des box prévus à cet effet ;

**CONSIDÉRANT** la justification de l'évacuation des stockages de déchets en dehors des box prévus à cet effet, par courrier du 25/05/2016 de la SAS SUEZ RV Méditerranée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté le 08/03/2017 par l'inspection des installations classées la pollution par des déchets plastiques dispersés de part et d'autre de l'avenue de la Salanque et notamment le long du cours d'eau « Rec del Vernet de Pia », que ces déchets proviennent des balles plastiques éventrées stockées en extérieur, le long de la clôture de l'exploitation de la société SUEZ et en dehors des box prévus à cet effet ;

**CONSIDÉRANT** que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

**CONSIDÉRANT** que les plastiques sont une source de pollution pour la faune et la flore durant tout leur cycle de vie, notamment par leur dégradation sur environ 400 ans et qu'ils portent atteinte aux paysages.

**VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de société SAS SUEZ RV Méditerranée le 15 mars 2017 ;

**VU** les observations de l'exploitant reçues par message le 21 mars et par courrier le 22 mars 2017 ;

**VU** la contre-visite effectuée par l'inspecteur des installations classées et le rapport des constatations du 3 avril 2017 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE**

La société SAS SUEZ RV Méditerranée, sise au 550 rue Ettore BUGATI sur la commune de Perpignan, est mise en demeure, sous un délai d'une semaine :

- de respecter l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015065-0026 du 6 mars 2015 et notamment l'article 1,6 « conformité aux plans et données du dossier », l'article 3 « conditions d'aménagement et d'exploitation », l'article 6,2 « stockage des déchets » ;
- d'évacuer le stockage de déchets situés en dehors des zones prévues à cet effet ;
- de procéder au nettoyage de l'exploitation et notamment le long de la clôture et derrière les box ;
- de procéder au nettoyage des abords de l'exploitation et notamment le long du cours d'eau « Rec del Vernet de Pia » de part et d'autre le l'avenue de la salanque ;
- de justifier la prise en compte des prescriptions de l'article 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – JUSTIFICATIFS DE CONFORMITE**

La SAS SUEZ RV Méditerranée doit fournir dans le délai imparti la justification des prescriptions demandées à l'article 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES**

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la SAS SUEZ RV Méditerranée des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 – CONTENTIEUX**

Rappel des dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

*III. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative*

#### **ARTICLE 5 - INFORMATIONS DES TIERS**

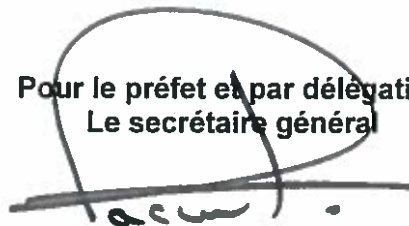
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à la société SAS SUEZ RV Méditerranée.

Il sera également adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Perpignan pour affichage et notification administrative ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- M. l'ingénieur subdivisionnaire de l'unité territoriale de la DREAL à PERPIGNAN ;
- l'unité territoriale de gendarmerie ou de police compétente ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général



Ludovic PACAUD

